

12 Economie

Le nombre de cliniques dentaires explose en Suisse

SANTÉ Portés par des fonds étrangers, les réseaux de cliniques multiplient les acquisitions. Les praticiens indépendants se laissent séduire par de meilleures conditions de travail

ADRIÀ BUDRY CARBÓ

Les réseaux de cliniques dentaires vont-ils tuer les praticiens indépendants? C'est ce que l'on pourrait penser au vu des dernières tendances du marché. En moins d'un an, le groupe dentaire Adent, basé à Lausanne, a doublé le nombre de ses cliniques à 18. Le rachat de cinq cliniques suisses alémaniques, en janvier, lui a permis de devenir le seul réseau de soins dentaires présent des deux côtés de la Sarine. Porté par ses nouveaux investisseurs, Adent mène depuis août une politique expansionniste. Objectif fixé: 50 cliniques et 700 collaborateurs d'ici à 2020.

Plus gros acteur du marché, le réseau suisse alémanique Zahnarztzentrum (présent sous le nom de Dentalcenters, ch à Fribourg et Bienne) compte, lui, 32 établissements pour 620 employés. «Nous sommes dans une position confortable mais nous restons opportunistes quant à d'éventuels rachats», explique son porte-parole Christoph Hürlimann. Son groupe génère un chiffre d'affaires de 85 millions de francs, en «augmentation constante» depuis sa fondation en 2003.

Marché encore fragmenté

Jean-Guillaume Benoit, associé dans les fonds d'investissement genevois SEC Partners, constate une accélération du rythme des rachats sur un marché encore très fragmenté. Quelque 10% des praticiens travaillent actuellement en réseau, mais «ce taux devrait être porté, dans quelques années, à 50%», estime le spécialiste. A l'image du marché anglais.

Pour cet observateur du marché des soins dentaires, l'évolution des contraintes sanitaires, l'augmentation des coûts d'équipement ou le désir de certains praticiens d'opter pour une vie professionnelle plus flexible favorisent le regroupement des cliniques. A cela s'ajoute une offre trop abondante qui pèse sur les prix. «On voit de plus en plus de dentistes de 50 ans qui rejoignent de plus grandes structures, évoque-t-il. Pour les médecins étrangers, c'est – au niveau des procédures administratives – la meilleure option pour pouvoir travailler en Suisse.»

Côté patients, le recours aux cliniques dentaires assure une plus grande disponibilité des praticiens et correspond à un changement dans le mode de consommation. «Notre stratégie est d'acquérir ou d'ouvrir des cabinets dans les zones urbaines ou proches des



Les contraintes sanitaires, les coûts d'équipement ou le désir d'une vie professionnelle plus flexible favoriseraient, entre autres, le regroupement des dentistes en cliniques. (DR)

centres commerciaux. Nous avons ouvert à Aubonne (VD) pour que les gens puissent aller spontanément chez le dentiste après leur passage dans les outlets», indique Christophe Bornand, directeur d'Adent depuis octobre. Pour lui, la consolidation du secteur est iné-

Quelque 10% des dentistes travaillent actuellement en réseau, mais «ce taux devrait être porté, dans quelques années, à 50%»

vitable: «Aujourd'hui, on appelle déjà «clinique» des structures avec deux ou trois fauteuils. Ces entités sont amenées à rejoindre des réseaux.» Pour l'ancien directeur d'Amavita, le secteur des soins dentaires va vivre la même transition que les pharmacies, désormais regroupées en une poignée de grands réseaux.

Des investisseurs qui pèsent des milliards

En 2011, SEC Partners comptait une participation de 73% dans les cliniques dentaires Adent. C'est le fonds genevois qui l'avait aidé à doubler son chiffre d'affaires à quelque 30 millions de francs en trois ans avant de le revendre en 2014 à la chaîne Hesira, un groupe basé à Londres soutenu par le fonds américain Oaktree Capital pesant quelque 97 milliards de dollars (environ 93 milliards de francs).

Dans le secteur, les réseaux de cliniques disposent tous de solides partenaires financiers dans leur capital. A l'image de Zahnarztzentrum – encore récemment contrôlé par le fonds français G Square – ou de Swiss Smile (12 cliniques), financé par le suédois EQT. Pour Jean-Guillaume Benoit, l'intérêt des investisseurs étrangers pour le marché suisse s'explique par son manque de maturité et son caractère non cyclique: «Il est possible de prendre très vite des parts de marché. En plus, le secteur dispose d'une croissance organique de 1 à 2%, portée par une attention croissante à l'hygiène dentaire.»

Trop «tournées vers le profit»

Marco Tackenberg, porte-parole de la Société suisse des médecins-dentistes (SSO), déplore la tendance au regroupement des cliniques, qualifiée de «fuite en avant», et la détérioration de la relation patient-médecin. Pionnier des soins dentaires à bas prix, le fondateur des cliniques Sdent a été condamné fin avril pour abus de confiance, gestion déloyale et violation de plusieurs lois sur les assurances sociales.

Même s'il reconnaît le bon travail de certaines chaînes, Marco Tackenberg estime que leurs investisseurs externes les poussent à «travailler dans une logique trop lucrative. Il y a un réel risque d'augmentation du volume des prestations qui ne sert pas les patients.» Zahnarztzentrum a en tout cas fini par se séparer de ses investisseurs étrangers. «La Suisse est un marché à taille limitée. G Square avait des objectifs de croissance plus optimistes que les nôtres», concède Christoph Hürlimann. Nous avons racheté leurs parts pour rester maîtres de notre destin.» ■

Tesla veut quintupler sa production plus tôt que prévu

TECHNOLOGIE Le constructeur américain de voitures électriques Tesla va avancer de deux ans, à 2018, la mise en service de son usine capable de produire jusqu'à 500 000 véhicules par an pour tenter de s'imposer sur le marché

La future usine de Tesla devrait quintupler – d'ici à 2018 – la production envisagée pour cette année, qui se situerait entre 80 000 et 90 000 voitures, a annoncé le groupe mercredi, en présentant ses résultats pour le premier trimestre 2016.

Elon Musk, son fondateur, a précisé ensuite lors d'une conférence téléphonique que l'objectif exact de production pour cette année était de 89 000 voitures dont 20 000 pour le deuxième trimestre, soit +30% par rapport au premier.

Mais en attendant, Tesla, fondé en 2003, continue de perdre de l'argent. Il a subi une perte de 282,2 millions de dollars (245,5 millions de francs) au premier trimestre, contre 154,2 millions sur la même période l'année précédente, même si son chiffre d'affaires a progressé de 45% sur un an, à 1,6 milliard de dollars, ce qui correspond aux attentes du marché.

La perte ajustée par action, la référence en Amérique du Nord, a été de 57 cents sur les trois premiers mois de l'année, là où le marché s'attendait à 58 cents.

Mise en service avancée

Tesla ne produit actuellement que deux voitures de luxe, la Model S et la Model X. L'entreprise doit commencer

à produire la Model 3, une voiture meilleur marché, à la fin de l'année prochaine, pour laquelle elle a déjà enregistré plus de 325 000 pré-commandes.

«Compte tenu de la demande pour notre Model 3, nous avons décidé d'avancer la mise en service de notre usine d'une capacité de 500 000 unités (pour les Model S, Model X et Model 3 combinées) à 2018, deux ans avant la date prévue», ont souligné Elon Musk et Jason Wheeler, le directeur financier, dans une lettre aux actionnaires publiée mercredi.

Tesla a également indiqué que la construction de sa Gigafactory de piles électriques dans le Nevada se déroulait comme prévu et qu'elle serait prête pour permettre l'entrée en production de l'usine à grande capacité. ■

Le marché immobilier en pleine contradiction

LOGEMENT Pour UBS, l'accalmie se confirme. Mais selon Immoscout, la hausse des prix se poursuit, notamment pour les PPE. Les dernières études sur les prix des logements se contredisent

SERVAN PECA

A en croire les récents pointages, l'immobilier suisse a fini de surchauffer. Le *soft landing* – atterrissage en douceur – visé par la Banque nationale suisse (BNS) et d'autres autorités fédérales est en train de se matérialiser.

Une accalmie qu'est venue confirmer UBS, mercredi. Son indice de bulle immobilière s'est stabilisé (-0,03 points) à 1,38 point au premier trimestre 2016. Les prix des maisons individuelles stagnent, tandis que les volumes des crédits hypothécaires augmentent faiblement, conclut l'étude trimestrielle, dont les mesures ont débuté en 2011 – date à laquelle son indice se situait à 0,63 point.

Ce repli s'explique par «la stagnation du prix nominal des maisons, le recul de la demande d'appartements en propriété par étages (PPE) comme objets d'investissement et le ralentissement de la croissance du volume des crédits», détaille la grande banque. Laquelle signale aussi que

3,1%
La hausse des prix des PPE s'établit à 3,1% sur un an, selon les chiffres du CIFI et d'Immoscout24 publiés mercredi.

la croissance des hypothèques dans le pays, de 2,9% en 2015, est la plus faible enregistrée depuis quinze ans.

Une hausse de plus de 3%

Les chiffres d'Immoscout24 et du CIFI, également publiés mercredi, peignent une image différente du marché immobilier suisse. Sur une base annuelle, les prix des maisons individuelles ont augmenté de 1,3%. La hausse pour les PPE s'établit quant à elle à 3,1%. En un mois (de mars à avril), le prix des villas a progressé de 0,7%, celui des PPE de 1,1%.

Cette différence est liée au fait que les PPE «sont plutôt situés près des centres-villes que dans des zones rurales. Les personnes qui souhaitent habiter dans des centres-villes et des communes suburbaines doivent être disposées à payer plus», explique Martin Waeber, le directeur du site d'annonces immobilières.

L'offre s'est vite adaptée

Pourquoi ces divergences? «Le fait que le prix de l'offre pour une PPE ait à nouveau augmenté de 1,6% l'an dernier surprend», concède Wüest & Partner dans son dernier «Moniteur immobilier», publié en avril. Le bureau de conseil immobilier n'avait pas anticipé ce scénario. Une baisse était attendue en raison d'une hausse de l'offre. Cela n'a pas été le cas car «les maîtres d'ouvrage professionnels ont réagi rapidement, lorsque des difficultés ont été constatées [...]. Différentes idées de projets ont été abandonnées, entraînant un recul rapide de la demande de permis de construire dans le segment des PPE», observent les experts de Wüest & Partner. ■



Au moment de la naissance de l'euro en 2002, c'est sous la pression, entre autres, de l'Allemagne qu'avait été créé le billet de 500 euros. (MIGUEL MEDINA/AFP)

L'émission des billets de 500 euros stoppée

DEVICES La Banque centrale européenne (BCE) va arrêter d'émettre des billets de 500 euros d'ici à fin 2018. Une décision qui suscite l'ire de l'Allemagne

type étaient en circulation en mars dernier.

Lutte contre l'argent sale

Cette décision intervient alors que l'Union européenne a décidé de renforcer la lutte contre le financement du terrorisme, sous la pression notamment de la France. Plus grand que ses petits frères, le billet de 500 euros est accusé de permettre de transporter discrètement d'énormes montants et de faciliter ainsi la circulation d'argent sale.

La mort programmée du 500 euros est toutefois vue d'un mauvais œil par certains pays. L'Allemagne et l'Autriche craignent que cette décision ne soit qu'une première étape vers la disparition totale de l'argent physique et l'avènement d'une société surveillée où toute transaction financière serait exposée au regard indiscret des autorités. ■

Le conseil des gouverneurs de l'institution monétaire «a décidé d'arrêter de manière permanente la production de billets de 500 euros» et l'émission «sera arrêtée aux alentours de fin 2018», a fait savoir mercredi la BCE, invoquant «les craintes que cette coupure puisse faciliter les activités illicites».

Les «Ben Laden» – surnom donné à ces billets – représentent seulement 3% du nombre de billets en euros en circulation, mais 28% de leur valeur cumulée, soit 300 milliards d'euros (330 milliards de francs), selon les statistiques de la Banque centrale européenne. Au total, près de 600 millions de coupures de ce